



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

28/04/2026

L'entité coloniale sioniste poursuit ses exactions et la France sa complicité active

Malgré les dénégations du menteur Lecornu, la France a livré et livre des armes à l'entité sioniste

Un rapport publié par Urgence Palestine et le Palestinian Youth Movement le 7 avril dernier, apporte des preuves d'au moins 525 livraisons de matériel à usage militaire de la France vers Israël pendant le génocide. Au moins 70 entreprises, réparties dans toute la France sont concernées. La guerre et le génocide se fabriquent bien près de chez nous, dans des usines, des bureaux et des centres de recherche. Ils transitent par nos routes, nos ports et nos aéroports.

Cette nouvelle enquête est venue confirmer les liens de certaines de ces entreprises par des preuves de ventes directes de matériel militaire à l'État colonial sioniste, en plein génocide : des géants de l'armement bien connus tels que Thales et Safran sont concernés, avec des livraisons de matériel qui excèdent celles qu'avaient déjà pu prouver les investigations précédentes. D'autres entreprises ont également livré des composants aux sionistes en plein génocide : [Aubert & Duval](#), Timken, [Sermat](#) ou Eurolinks dont les ventes avaient déjà été prouvées par des médias d'investigation, mais aussi Lynred, [Radiall](#), [Liebherr](#), qui voient leurs livraisons prouvées pour la première fois.

Grâce aux recherches menées par Urgence Palestine et le Palestinian Youth Movement, la complicité de dizaines d'entreprises supplémentaires est désormais connue : au total, ce sont au moins 70 entreprises concernées réparties sur l'ensemble du territoire français.

Tubes de canons, radars de combat, éléments de chars d'assaut, électronique et connecteurs dédiés à l'armement... La plupart de ces composants sont vendus à Elbit Systems, le premier vendeur d'armes israélien, fournisseur de 85 % de l'équipement utilisé par l'armée israélienne : comment croire encore aux affirmations du gouvernement français et des entreprises, qui n'ont de cesse de répéter que la France ne vend pas d'armes à l'entité coloniale sioniste ? Chaque composant, si petit soit-il, est une pièce de la mécanique génocidaire.

Le rapport publié précise les types de composants livrés par chaque entreprise mais aussi leur usine d'origine. Il apporte également des preuves de l'utilisation des aéroports français pour le transit de pièces destinés aux avions de combat F-35 vendus à l'État colonial sioniste par le fabricant d'armes états-unien Lockheed Martin, principalement par le biais de l'entreprise de transport Fedex.

En juin dernier, les dockers du port de Fos-sur-Mer refusaient de charger des cargaisons de matériel militaire à destination d'Israël, et des milliers de personnes manifestaient [contre le salon d'armement du Bourget](#). En octobre 2025, des centaines de personnes bloquaient à plusieurs reprises l'usine Eurolinks à Marseille, tandis qu'à [l'aéroport de Roissy](#), collectifs et associations manifestaient aux côtés des syndicats contre le transit d'armement sur la plateforme. En mars 2026, plus de cent personnes ont participé au [blocage du site de Thales à Gennevilliers](#) à l'appel de la coalition [Guerre à la guerre](#). Hier encore, les flottilles internationales en route pour Gaza ont perturbé en mer le trajet d'un porte-conteneurs suspecté de participer à l'approvisionnement militaire d'Israël. Chaque semaine, des actions diverses contre la guerre et l'industrie d'armement fleurissent aux quatre coins du pays.

Georges Abdallah s'est adressé aux Libanais à Beyrouth

Georges Abdallah a participé au rassemblement en faveur d'une résistance nationale globale et a prononcé un bref discours devant la foule, le 31 mars dernier à Beyrouth. Il s'est adressé aux manifestants, rappelant que la région subit une « attaque impérialiste sioniste » et avertissant qu'aucun pays de la région n'est à l'abri de la destruction par l'entité coloniale sioniste : « *Ce qui s'est passé en Syrie se reproduira ailleurs et nous attend tous.* »

», a-t-il poursuivi. Déclarant ensuite : « *Le Liban possède tous les atouts pour une résistance inébranlable ; ses fédératifs font preuve d'une volonté de fer et comprennent parfaitement ce qui est nécessaire à une résistance efficace. Il est grand temps que nos partis atteignent ce niveau* », puis a terminé avec ces mots : « *Que tous comprennent bien l'enjeu fondamental : si l'Iran est vaincu aujourd'hui, l'histoire nous emportera tous. Nous devons rester debout et nous tourner vers l'avenir : une défaite totale pour toutes les puissances impérialistes de notre monde. Ce n'est qu'après cela que nous pourrons bâtir un monde nouveau.* ».

La France claque la porte au nez des chercheurs et artistes de Gaza

Pendant la poursuite du génocide à bas bruit à Gaza, le programme d'accueil en France des universitaires et artistes palestiniens tourne au ralenti, voire a été interrompu. Sous différents prétextes, les autorités multiplient les mesures discriminatoires, car l'anéantissement de la vie universitaire et culturelle dans l'enclave palestinienne est le cadet de leurs soucis.

Depuis octobre 2023, l'armée d'occupation sioniste a bombardé la totalité des douze universités à Gaza et détruit 95 % des établissements scolaires. Plus de 700 000 enfants et étudiants sont encore privés d'enseignement. Outre la destruction de la plupart des centres culturels, musées, galeries et sites patrimoniaux, des centaines de chercheurs et artistes ont aussi été tués. L'éradication des fondements d'une société, l'effacement de sa mémoire, de sa culture et par là même de son identité sont au cœur de la démarche sioniste. Ces assassinats et destructions sont une composante de l'action génocidaire des sionistes.

Face à cet effacement, de nombreuses structures universitaires et culturelles en France se sont mobilisées pour accueillir des artistes, chercheurs et étudiants de Gaza. Sciences Po Paris, l'École des arts décoratifs, les Beaux-Arts de Paris, l'université Paris 8, le Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Mucem, Marseille), Aix-Marseille Université, les Beaux-Arts de Marseille, le Théâtre de Chaillot ont rejoint une centaine d'autres institutions disposées à proposer un contrat ou une bourse à des artistes ou universitaires de Gaza. Ces structures ont réuni des ressources nécessaires, trouvé des hébergements et organisé leur intégration socioprofessionnelle.

Malgré ces invitations, les Palestiniens de Gaza impliqués dans ces programmes restent de plus en plus fréquemment en attente. Une phase d'accueil relativement fonctionnelle a laissé place à un parcours semé d'embûches. Entre blocages administratifs, refus de visas, gel des évacuations et suspension des programmes d'accueil, l'administration française entrave de plus en plus fréquemment l'arrivée des bénéficiaires de ces programmes d'aide.

Ils sont une cinquantaine dans l'enclave palestinienne à patienter après avoir été désignés comme lauréats de Pause, ce programme « national d'accueil en urgence d'artistes et de scientifiques en exil », au terme d'une procédure complexe mêlant évaluation scientifique et considérations sur l'échelle de la menace. Placé sous l'égide de quatre ministères (enseignement supérieur, culture, affaires étrangères et intérieur), porté par le Collège de France et financé essentiellement par de l'argent public, le programme Pause a, depuis sa création en 2017, accueilli 744 personnes avec leur famille, en provenance de 44 pays dont l'Ukraine, la Syrie, l'Afghanistan, l'Iran, le Yémen ou le Congo.

Mais cette perspective reste suspendue. Depuis près d'un an et demi, les bénéficiaires gazaouis de Pause ne peuvent rejoindre leur structure d'accueil en France. 33 artistes et chercheurs officiellement lauréats de Pause et dont la sélection a été validée à tous les échelons administratifs attendent d'être évacués avec leur famille : 130 personnes au total. Un délai fatal à l'architecte Ahmed Shamia qui devait enseigner à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val-de-Seine. Il a été tué en mai 2025 à la suite d'un bombardement de l'armée d'occupation sioniste.

D'autre part, le 13 janvier 2026, sous la pression de ses ministères de tutelle, le programme Pause a annoncé devoir suspendre l'instruction de nouvelles candidatures de l'enclave « *afin de réguler les opérations d'évacuation des lauréats de Gaza dans un contexte d'incapacité à évacuer à court terme* ». Une telle mesure est inédite dans l'histoire de ce programme : jamais n'avait été prise la décision de suspendre l'examen des candidatures en provenance d'un pays ou d'une nationalité donnée, excluant de fait une population pourtant en situation de vulnérabilité maximale.

L'État colonial sioniste commet les mêmes crimes au Liban qu'à Gaza, mais se heurte à la Résistance

Les barbares sionistes procèdent au Liban comme à Gaza, ciblant ceux qui soignent et ceux qui révèlent son action. Autant que les soignants, les journalistes sont une cible privilégiée de l'entité coloniale et de son armée d'invasion.

L'armée d'invasion sioniste se heurte à la Résistance dans toute la partie du sud du Liban où elle veut avancer. La Résistance diffuse quotidiennement des images de drones ciblant des groupes de soldats ou des chars. Mais, dans la partie la plus au sud, qu'elle occupe, l'armée coloniale sioniste se livre systématiquement au même

« exercice » ; détruire toutes les maisons. Et, malgré une trêve officiellement annoncée, les bombardements se poursuivent.

Elle s'appelait Amal Khalil, âgée de 42 ans. Reporter expérimentée au journal Al Akhbar, elle maniait aussi bien le stylo que le micro. Elle a été assassinée par l'armée d'invasion sioniste. Sa collègue photographe a, quant à elle, été blessée, toujours hospitalisée le 23 avril. Amal Khalil diffusait mercredi 22 avril des images du Sud-Liban et de ses destructions, une zone interdite d'accès par les Israéliens en territoire libanais.

La journaliste se trouvait près de Bint Jbeil, un village assiégé par les forces sionistes depuis un mois où la Résistance tient, quand un drone israélien a visé le convoi de deux voitures dont celle des journalistes. Après le ciblage des voitures, elle s'est réfugiée avec sa collègue dans une maison abandonnée à proximité. Puis un bombardement aérien a ciblé cette maison. Les sionistes l'avaient ciblée, parce que journaliste particulièrement efficace. Pendant des heures, l'armée sioniste a interdit à la Croix Rouge l'accès aux décombres. Lorsque les secours ont enfin pu parvenir sur les lieux, Amal Khalil était mourante. Il s'est trouvé un expert de plateau sur BFM, afin de justifier sa mort au prétexte que le medium Al-Akhbar, pour lequel elle travaille, serait « proche du Hezbollah ». En réalité, les journalistes, au Liban comme à Gaza sont un obstacle pour les génocidaires, qu'ils empêchent de détruire et bombarder loin des regards.

En conclusion

Pendant ce temps, en France, Aurore Bergé prépare la deuxième mouture de la loi Yadan. Comme elle a ses priorités, la ministre a d'abord reçu les représentants du sionisme en France, le CRIF et la LICRA, avant de recevoir les représentants des députés. Tout ceci est une mascarade, confirmant que le soi-disant retrait de la loi Yadan, n'était qu'une manœuvre afin de reculer pour mieux sauter. Le plan est toujours le même : réprimer les partisans de la libération nationale de la Palestine, comme on ne peut les faire taire.

Cet acharnement de nos gouvernants à légiférer contre le soutien à la libération nationale de la Palestine, alors même que la justice fait déjà amplement le travail répressif, démontrant, s'il est plus faible qu'ailleurs, le mouvement de solidarité avec la libération nationale de la Palestine est bien présent et gêne considérablement l'ordre établi. La cause palestinienne affronte partout, mais spécialement en France le silence, la désinformation, la censure, la répression et la volonté de formater. Mais il en est de l'information comme de la vérité sur l'entité sioniste, malgré les menaces, la censure, les pressions, le monde sait. Le combat des dirigeants sionistes, de nos propres dirigeants impérialistes et des *media* serviles pour empêcher qu'on connaisse à la fois la situation coloniale, le vrai visage de l'État colonial sioniste et son délabrement actuel pour cause de missiles iraniens est totalement vain. Continuer inlassablement de défendre la libération nationale est le seul moyen d'avancer sur la compréhension de la question coloniale et de lutter contre tous les obstacles. Partout, contre la falsification au service de l'impérialisme occidental, la criminalisation de l'anticolonialisme, en faveur de la défense de la vérité et de la libération nationale de la Palestine, un discours clair sur le colonialisme, on trouvera les militants du Parti Révolutionnaire Communistes. Les barricades n'ont que deux côtés, comme disait Elsa Triolet. C'est la libération nationale de la Palestine ou la soumission d'une manière ou d'une autre à l'ordre colonial.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, le combat de la Résistance palestinienne, qui affronte directement la pointe avancée de l'impérialisme occidental est vital pour les prolétaires de l'ensemble de la planète ; les Palestiniens sont un peuple acteur de sa propre histoire, en lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction, pour sa libération nationale, un long combat dont nous devons reconnaître la centralité et le caractère stratégique pour notre propre émancipation.

L'État colonial sioniste tombera, c'est le sens de l'histoire ; et la Palestine sera libre de la mer au Jourdain !